

dans les circonstances, ses paroles ont été par trop sévères. Nous ne pouvons nous permettre de tels propos à l'heure actuelle et, en parlant ainsi, je ne veux ce soir qu'exposer franchement notre attitude. J'aurais répondu bien plus tôt à l'honorable député, mais je craignais que lui répliquer sur le ton qu'il employait lui-même pourrait conduire à une répétition de ce dont nous avons été témoins en cette Chambre et que nous tenons à éviter à l'avenir.

Je crois que l'amendement qui a été proposé par l'honorable député de Rosetown-Biggart (M. Coldwell) contribue beaucoup à indiquer l'attitude relative, dans cette enceinte, du parti libéral et du parti connu sous le nom de Fédération du commonwealth coopératif. Depuis assez longtemps, nous avons vu la disparition de part et d'autre des lignes de démarcation qui existaient entre le Gouvernement et la C.C.F. en ce qui concerne leur ligne de conduite et leurs tendances.

L'hon. M. MACKENZIE: Que dites-vous de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan?

M. GRAYDON: Avant de poursuivre la discussion sur ce sujet, peut-être ferais-je bien de revenir sur une question dont j'ai fait mention antérieurement. L'honorable député de Rosetown-Biggart a prétendu qu'il préconisait et appuyait la mobilisation totale des effectifs humains, de l'industrie et des richesses. Permettez-moi de signaler qu'en 1942, notre parti a proposé un amendement au discours du trône à ce sujet, lequel était, en partie, ainsi conçu:

La Chambre exprime le regret que les conseillers de Votre Excellence n'aient pas jugé bon de recommander sans délai au Parlement des mesures additionnelles destinées à: a) mobiliser complètement la richesse, les ressources matérielles et, par mode sélectif, tout l'effectif du pays en hommes et en femmes afin de pouvoir assurer un effort de guerre national total sur n'importe quel théâtre des hostilités.

Le parti de la C.C.F. qui se plaint de temps à autre que nous n'appuyons pas toujours cette ligne de conduite particulière a voté contre notre amendement.

Il y aurait lieu également de rappeler l'attitude que le parti de la C.C.F. a prise de temps à autre relativement à la guerre. J'aurais aimé revenir en arrière, mais le temps à ma disposition ne me le permet pas.

Certains pourront trouver étrange que j'accuse le parti au pouvoir et la C.C.F. d'avoir en même temps adopté une attitude identique. Pourtant l'accusation me semble assez bien fondée. Au retour d'outre-mer de l'honorable député de Rosetown-Biggart et de son groupe, bien que l'ancien ministre de la Défense nationale (M. Ralston), qui lui-

[M. Graydon.]

même s'était rendu sur les lieux, fût revenu au pays et eût fait rapport d'une situation très grave en matière de renforts, les paroles du chef de la C.C.F. ne nous ont guère aidés. Il a dit, je crois, avoir consulté certains généraux, ou un général, et qu'il n'y avait rien à redire au sujet des renforts. Le public en a conclu que tout était pour le mieux. Un grand nombre de Canadiens ont pensé que l'honorable député de Rosetown-Biggart voulait mettre encore une fois la main à la roue pour aider le Gouvernement. C'est là un fait qu'il me semble bon de signaler à l'attention de la Chambre.

Pour ce qui est de l'amendement, il nous a fourni à mon sens, la preuve irréfutable de certains rapports entre le Gouvernement et la C.C.F. Songez à ce qui s'est passé exactement. Le grand parti qui siège à ma gauche propose un amendement par lequel il s'oppose au Gouvernement, et le premier ministre s'empresse de lever les bras et de crier: "Mais cette proposition est la mienne"! Telle est bien la situation. Rien d'étonnant ensuite qu'il nous soit de plus en plus difficile de différencier les deux partis. Depuis le début de la session, quant il s'est agi de séances secrètes et d'autres questions, nous avons bien le droit de soupçonner la C.C.F. d'être de connivence avec le Gouvernement et le parti au pouvoir.

J'aurais voulu en dire davantage, mais je me contenterai d'une seule autre observation avant de reprendre mon siège. Si le Gouvernement acceptait l'amendement, à savoir, que la Chambre aide le Gouvernement dans la poursuite d'un vigoureux effort de guerre, et en inspire sa politique, il me semble que l'honorable député de Rosetown-Biggart se trouverait en mal avec le public, du fait que, pour le moins, il admettrait que le Gouvernement poursuit un vigoureux effort de guerre et que nous devons l'aider à continuer dans la même voie à l'avenir. Nous n'admettons pas cette prémisse. Bien plus, nous n'avons pas confiance au Gouvernement et la population canadienne non plus. J'avertis le premier ministre, sans rancune ni amertume, car le temps serait bien mal choisi pour ce genre de manœuvres...

Une VOIX: N'oubliez pas que c'est aujourd'hui votre anniversaire de naissance.

M. GRAYDON: C'est vrai; et peut-être est-ce un élément qui modifie quelque peu mes sentiments. Toutefois, j'avertis le premier ministre, avec calme et avec toute la sincérité dont je suis capable que, bien qu'il puisse être en mesure de s'assurer un vote de confiance d'une majorité automatique de la Chambre des communes...